

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 97

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 giugno 2004)

Raccomandazione n. 746
sul terrorismo chimico, biologico e radiologico

Annunziata il 13 luglio 2004

L'ASSEMBLÉE,

(i) Constatant la persistance de la menace terroriste représentée notamment par Al-Qaida, partout dans le monde, plus de deux ans après les attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis;

(ii) Exprimant sa solidarité avec le peuple espagnol, victime des attentats du 11 mars 2004 à Madrid, et avec tous ceux qui, dans le monde, ont à subir les conséquences du terrorisme;

(iii) Considérant que le risque constitué par la menace du terrorisme chimique, biologique et radiologique est réel mais difficile à évaluer concrètement;

(iv) Soulignant l'importance des mesures de prévention et de contrôle mises en oeuvre avant et après les attentats du 11 septembre pour faire face à ce type d'attaques ;

(v) Soulignant que même si chaque Etat européen est seul responsable de la protection des populations vivant sur son

territoire, la lutte contre la menace terroriste actuelle exige une coopération étroite et constante entre tous les pays du continent;

(vi) Saluant la décision du Conseil européen d'anticiper l'application du projet de clause de solidarité contenue dans l'article 42 du projet de Traité constitutionnel prévoyant entre autres la mobilisation des moyens militaires pour prévenir la menace terroriste et pour assister un Etat membre en cas d'attaque terroriste sur son territoire;

(vii) Constatant néanmoins que les mesures pratiques à prendre pour permettre une application anticipée de cette clause n'ont pas été précisées et que les efforts des Etats de l'Union européenne en vue de concrétiser la contribution de la PESD à la lutte contre le terrorisme restent limités;

(viii) Considérant, dans ce contexte, l'importance des services de renseignement et des forces de police pour prévenir les attentats et interrompre leur préparation et leur exécution;

(ix) Considérant qu'il faut accélérer et intensifier la coopération entre les services et les forces de sécurité des Etats membres de l'UE et/ou de l'OTAN;

(x) Notant cependant que la coopération actuelle est insuffisante et que les lacunes existantes sont autant d'avantages pour les groupes terroristes, qui peuvent se déplacer en Europe et ailleurs, avec des conséquences dramatiques comme l'attestent les attentats du 11 mars 2004, à Madrid, en Espagne;

(xi) Soulignant la nécessité de préparer, d'équiper et d'entraîner le corps médical européen et les services de protection civile pour qu'ils soient en mesure de faire face à tout attentat chimique, biologique ou radiologique éventuel;

(xii) Considérant que, si de telles mesures exigent en premier lieu un effort

national, la coopération est indispensable pour faire face aux conséquences transfrontalières et aussi comme gage de solidarité car tous les pays européens ne disposent pas des mêmes moyens pour faire face à cette éventualité;

(xiii) Considérant qu'il est également important de continuer à renforcer et à étendre les régimes internationaux d'élimination et de contrôle des armes chimiques, biologiques et nucléaires et de lutte contre leur prolifération;

(xiv) Soulignant qu'il est indispensable de doter la Convention sur les armes biologiques de moyens d'inspection et de vérification similaires à ceux de la Convention sur les armes chimiques;

(xv) Considérant l'importance de poursuivre l'élimination des stocks de munitions chimiques en Russie et dans d'autres pays, afin d'éviter l'émergence de trafics ou de transferts illégaux au profit d'organisations terroristes et criminelles;

(xvi) Notant que pour assurer l'efficacité de ces régimes, il est possible de recourir dans certains cas à des mesures politiques de contrainte (sanctions) et à des mesures militaires, dans le respect des prérogatives du Conseil de sécurité des Nations unies en matière de paix et de sécurité;

(xvii) Constatant avec préoccupation les effets déstabilisateurs d'approches unilatérales basées sur la seule force militaire, qui affaiblissent les régimes de contrôle internationaux bénéficiant du plus large consensus international;

(xviii) Considérant que la protection de la propriété intellectuelle et des avancées technologiques dans les domaines chimique et biologique doit être prise en considération, dès le départ, dans l'élaboration et la mise en oeuvre de régimes de contrôle;

(xix) Soulignant cependant qu'elle ne devrait pas pouvoir être invoquée dès lors

que les recherches ou les brevets ont des applications militaires offensives prohibées par les traités et conventions en vigueur ;

(xx) Considérant que les Etats européens sont directement responsables des grandes orientations de la recherche européenne dans les domaines la biotechnologie et de la pharmacie, de la génétique humaine, des organismes génétiquement modifiés et des nanotechnologies, qui contribuent au progrès de l'humanité mais peuvent avoir des effets dangereux pour l'espèce humaine et les mondes animal et végétal;

(xxi) Considérant que cette question doit aussi être traitée au niveau international, en associant les principaux Etats ayant des capacités dans ces domaines et les grandes entreprises multinationales du secteur, ainsi que les organisations internationales et les organisations non gouvernementales concernées,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De déterminer si une attaque terroriste contre un pays membre avec des moyens de destruction massive et notamment chimiques, biologiques et radiologiques constitue une agression armée au sens de l'article V du Traité de Bruxelles modifié et de définir les conséquences pratiques qui en résulteraient, le cas échéant, pour les pays signataires et pour le Conseil.

2. De donner l'impulsion nécessaire, au sein de l'Union européenne, pour que celle-ci arrête les mesures qui permettront l'application anticipée de la clause de solidarité prévue dans le projet de constitution et pour qu'elle précise le rôle de la PESD dans la lutte contre le terrorisme chimique, biologique et radiologique.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 746
sul terrorismo chimico, biologico e radiologico**

L'ASSEMBLEA,

(i) Constatando la persistenza, in tutto il mondo, della minaccia terroristica rappresentata, tra le altre, da Al-Qaida ad oltre due anni dagli attentati dell'11 settembre 2001 contro gli Stati Uniti;

(ii) Esprimendo la sua solidarietà con il popolo spagnolo, vittima degli attentati dell'11 marzo 2004 a Madrid e con tutti coloro che, nel mondo, subiscono le conseguenze del terrorismo;

(iii) Considerando che il rischio rappresentato dalla minaccia del terrorismo chimico, biologico e radiologico è reale ma difficile da valutare concretamente;

(iv) Sottolineando l'importanza delle misure di prevenzione e di controllo istituite prima e dopo gli attentati dell'11 settembre per fronteggiare tale tipo di attacchi;

(v) Sottolineando il fatto che anche se ogni singolo Stato europeo è l'unico responsabile della protezione delle popolazioni che vivono sul suo territorio, la lotta contro la minaccia terroristica attuale esige una cooperazione stretta e costante tra tutti i paesi del continente;

(vi) Accogliendo favorevolmente la decisione del Consiglio europeo di anticipare l'applicazione della bozza di clausola di solidarietà contenuta nell'articolo 42 della bozza di Costituzione che prevede, tra

l'altro, la mobilitazione dei mezzi militari per prevenire la minaccia terroristica ed assistere uno Stato membro in caso di attacco terroristico sul suo territorio;

(vii) Constatando tuttavia che le misure pratiche da adottare per permettere un'applicazione anticipata di tale clausola non sono state precisate e che gli sforzi degli Stati dell'Unione europea, volti a concretizzare il contributo della PESD alla lotta contro il terrorismo rimangono limitati;

(viii) Considerando, in questo contesto, l'importanza dell'intelligence e delle forze di polizia nel prevenire gli attentati e impedirne la preparazione ed esecuzione;

(ix) Considerando che bisogna accelerare ed intensificare la cooperazione tra i servizi e le forze di sicurezza degli Stati membri dell'UE e/o della NATO;

(x) Notando tuttavia che il grado attuale di cooperazione è insufficiente e che le lacune esistenti rappresentano altrettanti vantaggi per i gruppi terroristici che possono spostarsi in Europa ed altrove, con conseguenze drammatiche, come dimostrano gli attentati dell'11 marzo 2004 a Madrid, in Spagna;

(xi) Sottolineando la necessità di preparare, equipaggiare e formare un corpo medico europeo nonché un servizio di protezione civile europeo affinché siano in grado di far fronte ad ogni eventuale attentato chimico, biologico o radiologico;

(xii) Considerando che, sebbene tali misure esigano in primo luogo uno sforzo nazionale, la cooperazione è indispensabile sia per far fronte alle conseguenze transfrontaliere che come segno di solidarietà, dal momento che i paesi europei non dispongono tutti degli stessi mezzi per affrontare tali eventualità;

(xiii) Considerando che è altrettanto importante continuare a rafforzare e ampliare i regimi internazionali per eliminare e controllare le armi chimiche, biologiche e nucleari e lottare contro la loro proliferazione;

(xiv) Sottolineando che è indispensabile dotare la Convenzione sulle armi biologiche di mezzi di ispezione e di verifica simili a quelli della Convenzione sulle armi chimiche;

(xv) Considerando l'importanza di perseguire l'eliminazione delle scorte di munizioni chimiche in Russia ed in altri paesi al fine di prevenire il traffico o il trasferimento illecito di tali armi a vantaggio di organizzazioni terroristiche e criminali;

(xvi) Notando che per assicurare l'efficacia di tali regimi è possibile ricorrere, in alcuni casi, a sanzioni politiche e militari nel rispetto delle prerogative del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite in materia di pace e di sicurezza;

(xvii) Constatando con preoccupazione gli effetti destabilizzanti degli approcci unilaterali basati unicamente sulla forza militare che indeboliscono i regimi di controllo internazionali che beneficiano del più ampio consenso internazionale possibile;

(xviii) Considerando che la protezione della proprietà intellettuale e dei progressi tecnologici in ambito chimico e biologico devono essere presi in considerazione sin dall'inizio nell'elaborazione ed attuazione di regimi di controllo;

(xix) Sottolineando, tuttavia, che questa non dovrebbe poter essere invocata nei casi in cui la ricerca o i brevetti hanno delle applicazioni militari offensive, proibite dai trattati e dalle convenzioni in vigore;

(xx) Considerando che gli Stati europei sono direttamente responsabili dei grandi orientamenti della ricerca europea nell'ambito della biotecnologia, della farmacia, della genetica umana, degli organismi geneticamente modificati e delle nanotecnologie, che contribuiscono al progresso dell'umanità ma che possono avere effetti dannosi per la specie umana nonché per il mondo animale e vegetale;

(xxi) Considerando che questa questione deve essere trattata anche a livello internazionale attraverso un partenariato tra i principali Stati aventi capacità in questi ambiti e le grandi multinazionali del settore nonché le organizzazioni internazionali e le organizzazioni non governative interessate,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di determinare se un attacco terroristico contro un paese membro con armi di distruzione di massa e in particolare con mezzi chimici, biologici e radiologici costituisce un'aggressione armata ai sensi dell'articolo V del Trattato di Bruxelles emendato e di definire le conseguenze pratiche che, in quel caso, ne deriverebbero per i paesi firmatari e per il Consiglio;

2. Di dare l'impulso necessario, in seno all'Unione europea, affinché quest'ultima adotti delle misure che permettano l'applicazione anticipata della clausola di solidarietà prevista nella bozza di Costituzione e affinché precisi il ruolo della PESD nella lotta contro il terrorismo chimico, biologico e radiologico.